



Assemblée générale

Distr. générale
31 mars 2010

Original : français

Soixante-quatrième session

Point 11 de l'ordre du jour

**Appui du système des Nations Unies aux efforts
déployés par les gouvernements pour promouvoir
et consolider les démocraties nouvelles ou rétablies**

Lettre datée du 30 mars 2010, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent du Togo auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe le rapport sur la proclamation des résultats de l'élection présidentielle qui s'est tenue au Togo le 4 mars 2010 et qui a vu la réélection de Faure Essozimna Gnassingbé pour un nouveau mandat de cinq ans (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 11 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Kodjo **Menan**



**Annexe à la lettre datée du 30 mars 2010 adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Togo auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**I. Rapport sur la proclamation des résultats du scrutin
présidentiel du 4 mars 2010**

Après la proclamation des résultats provisoires du scrutin présidentiel du 4 mars 2010 par la Commission électorale nationale indépendante, les candidats, à l'exception de M. Jean-Pierre Fabre et de M. Jean-Nicolas Lawson, ont déposé des recours auprès de la Cour constitutionnelle, soit en annulation (Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire, Comité d'action pour le renouveau), soit en correction (Rassemblement du peuple togolais, Parti démocratique panafricain).

En dehors du recours de M^{me} Adjamagbo-Johnson qui a été rejeté pour forclusion, les autres l'ont été pour non-ondés.

Au vu du rapport de la Commission électorale nationale indépendante, la Cour constitutionnelle a procédé, en ses séances du 12 au 17 mars 2010, au contrôle du recensement général des suffrages sur l'ensemble du territoire, préfecture par préfecture, région par région, afin d'opérer un éventuel redressement des suffrages exprimés et des voix obtenues par chaque candidat.

Au terme de ce travail minutieux, il en résulte que sur 3 277 492 inscrits, 2 119 829 ont voté avec 2 040 546 suffrages exprimés.

Le 18 mars 2010, la Cour constitutionnelle a proclamé les résultats définitifs qui se présentent comme suit :

- M. Faure Essozimna Gnassingbé [Rassemblement du peuple togolais (RPT)] : 1 242 409 voix, soit 60,88 %;
- M. Jean-Pierre Fabre [Union des forces de changement (UFC)] : 692 554 voix, soit 33,93 %;
- M. Yawovi Agboyibo [Comité d'action pour le renouveau (CAR)] : 60 370 voix, soit 2,95 %;
- M. Agbéyomé Kodjo [Organisation pour bâtir dans l'union un Togo solidaire (OBUTS)] : 17 393 voix, soit 0,85 %;
- M^{me} Kafui Brigitte Adjamagbo-Johnson [Convention démocratique des peuples africains (CDPA)] : 13 452 voix, soit 0,65 %;
- M. Bassabi Kagbara [Parti démocratique panafricain (PDP)] : 8 341 voix, soit 0,40 %;
- M. Jean-Nicolas Lawson [Parti du renouveau et de la rédemption (PRR)] : 6 027 voix, soit 0,29 %.

Au regard de ces résultats, la Cour constitutionnelle a confirmé la réélection du Président sortant, Faure Essozimna Gnassingbé, candidat du RPT.

La communauté tant nationale qu'internationale a salué la quiétude, la transparence et la liberté qui ont marqué ce processus électoral.

La preuve, les partenaires du Togo (Union européenne, Union africaine, Communauté des États sahélo-sahariens (CEN-SAD), Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), France, Chine, Portugal, Algérie, Maroc...) ont reconnu que le scrutin présidentiel du 4 mars s'était déroulé selon les normes internationales et ne cessent, jusqu'à ce jour, de féliciter le Président sortant pour sa brillante élection à la tête du pays.

Mais malgré l'unanimité qui se dégage au sein de la communauté internationale sur le caractère transparent de ce scrutin qui a vu la victoire du Président Faure Essozimna Gnassingbé, certains leaders de l'opposition, à l'instar de l'UFC et du CAR, ont, avec des motifs différents et contradictoires, déclaré ne pas reconnaître les résultats proclamés. Le Front républicain pour l'alternance et le changement (FRAC), coalition de partis politiques de l'opposition, dont l'UFC, a opté pour la protestation à travers des manifestations de rues contre la réélection du Président sortant.

La communauté internationale appelle déjà toute la classe politique togolaise à la sagesse et au règlement de tout contentieux par la voix légale.

II. Point sur les rapports des missions d'observation étrangères du processus électoral

Dans le cadre de cette élection, plusieurs missions d'observation électorale étrangères ont été accréditées dans notre pays, tout au long du processus. Il s'agit notamment des missions de l'Union européenne, de l'Union africaine, de la CEDEAO, de la CEN-SAD, de l'Assemblée interparlementaire ACP-UE et de plusieurs organisations non gouvernementales africaines.

L'Union européenne et le Parlement européen. Au cours du processus électoral, 130 observateurs européens et 7 membres du Parlement européen ont été déployés. Dans son rapport préliminaire, la mission de l'Union européenne et du Parlement européen a estimé que le processus électoral s'était déroulé dans un climat apaisé, sans aucun incident majeur.

L'Union africaine. Elle a déployé 40 observateurs à travers le pays. Dans son rapport, la mission d'observation de l'Union africaine a trouvé que le scrutin du 4 mars 2010 s'était déroulé globalement de manière libre et transparente.

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). La CEDEAO a déployé 260 observateurs dont 103 civils et 166 militaires sur toute l'étendue du territoire togolais. Au terme de leur mission, les observateurs de la CEDEAO ont conclu que la campagne électorale s'était déroulée dans une atmosphère conviviale, pacifique et sans incident majeur. Ils ont jugé le vote globalement satisfaisant, en ce sens que la plupart des bureaux de vote disposait de matériels adéquats, l'affluence était appréciable et la présence des délégués des candidats dans les bureaux de vote était perceptible. La mission de la CEDEAO a estimé que le dépouillement, le décompte et l'annonce des résultats partiels au niveau des bureaux de vote ont été menés de manière transparente, consensuelle, en présence des délégués des candidats, des observateurs et du public. Elle a, par ailleurs, recommandé l'acceptation des résultats issus des urnes par les différents candidats et souhaité que les éventuels recours soient faits, si possible, exclusivement par voies légales et constitutionnelles.

La Coordination des experts électoraux africains et le Réseau des observateurs de la société civile africaine pour la transparence électorale. Il s'agit d'un regroupement de 16 organisations non gouvernementales africaines qui a déployé 191 observateurs à travers tout le pays. Dans leur rapport, ces observateurs ont conclu que le scrutin présidentiel a été pacifique et démocratique. Selon la Coordination, la campagne électorale s'était déroulée dans un climat apaisé, de sérénité et de respect mutuel entre les candidats.

La maturité de la classe politique togolaise et le professionnalisme de la Force de sécurité élection présidentielle (FOSEP) et de la mission de sécurité de la CEDEAO dans leur fonction de supervision ont également été salués.

En définitive, à l'issue du scrutin présidentiel du 4 mars 2010, l'ensemble des missions d'observation a été unanime sur le fait que le processus dans sa globalité a été démocratique, apaisé, crédible et transparent.
